

Technoscience et conscience

Nous pourrions nous demander, avant toute chose, si pour se préoccuper d'éthique il n'est pas trop tard. Ou tout au moins, s'il n'est pas trop tard pour faire entendre la voix de l'éthique, lorsqu'il s'agit d'affronter les questions que nous posent les développements actuels de la technique, dans le domaine de la médecine, de la biologie ou de la physique.

C'est une des remarques que l'on entend le plus constamment : le progrès scientifique et technique va si vite, il est lié à des intérêts si puissants, c'est une telle lame de fond, que rien ni personne ne saurait l'arrêter ni même l'infléchir. En dépit de la bombe atomique, on n'a pas interrompu les recherches en physique nucléaire ; en dépit des terrifiantes perspectives qu'ouvre la possibilité d'intervenir désormais sur le génome humain, on n'arrêtera pas la marche de la recherche en biologie. La technique a balayé l'éthique : il n'est plus au pouvoir de l'individu moral, quelles que soient sa force et son autorité, de modifier le cours des choses. Mais cette impuissance n'est pas seulement celle des individus, ajoute-t-on, c'est aussi et d'abord celles des sociétés. La technique a tout simplement supplanté la politique, elle décide de tout, commande à tout. C'est ainsi, dit-on, et nous n'avons plus qu'à nous y résigner.

Ce discours est choquant, et l'on pourrait tout simplement le rejeter en le qualifiant de discours technocratique — ce qu'il est assurément. On pourrait se contenter de réaffirmer que l'homme est toujours libre de faire ce qu'il veut de ses découvertes, toujours libre de changer le cours de ce qu'il a lui-

même engagé, toujours sommé de prendre des décisions de caractère moral et politique ; bref, toujours maître de son destin. Et qu'il est trop facile, pour justifier les dérives, voire les monstruosité dont nous sommes les auteurs, d'invoquer on ne sait quelle fatalité technicienne. L'homme a toujours été libre, il le reste.

*

Sans aucun doute, il est juste de réagir ainsi. Mais il ne faudrait pas aller trop vite au combat, ni surtout croire ce combat gagné sans même avoir éprouvé ses armes ni mesuré les difficultés qui nous attendent. Car ces difficultés sont grandes. Tout conspire à nous convaincre que la volonté humaine est effectivement impuissante en ces matières. La terrible autonomie du développement technique, l'atrophie de l'éthique et du politique dans nos sociétés, tout cela est bien réel, et nous ne saurions prétendre que cela n'existe que dans les discours des technocrates.

Oui, notre pouvoir de nous transformer nous-mêmes en objets de nos propres manipulations ne cesse de grandir, tandis qu'il est de plus en plus difficile de défendre et de mettre en oeuvre les valeurs proprement humaines qui jusqu'alors ont orienté l'action des hommes et des sociétés. Oui la technique, dans une mesure réelle, a supplanté la politique, et cela de deux manières. D'abord, nul pouvoir politique, si puissant soit-il, ne peut décréter aujourd'hui que la marche inexorable de la technique va soudain s'arrêter. Ensuite et plus profondément, il se trouve que la politique elle-même s'est technicisée. Les gouvernants sont souvent devenus les exécutants de décisions planifiées par les experts, en fonction d'exigences technico-administratives toujours plus contraignantes. La notion même

de décision politique, et de décision tout court, est comme vidée de sa substance. Elle s'est dissoute dans un processus mécaniste, et n'apparaît plus tant comme l'effet d'une volonté humaine, que comme le résultat d'une pesée matérielle dont ces auxiliaires cybernétiques que sont les « simulateurs de décision » fournissent un exemple caricatural.

Cette situation nouvelle, il serait vain, et dangereux, de nous la dissimuler à nous-mêmes. D'ailleurs ceux qui décrivent cet état de fait ne sont pas d'abord ceux qui s'en accommodent ou peut-être en profitent. Ce sont d'abord ceux qui le déplorent. Ceux qui précisément souhaitent préserver, dans la société présente et à venir, la réalité de la liberté et la substance du politique. Il ne serait donc pas suffisant de réaffirmer simplement nos convictions humanistes sans avoir pris la mesure des menaces, à certains égards inédites, qui pèsent sur nous.

Cependant, c'est une chose de reconnaître la gravité de ces menaces ; c'en est une autre de les caractériser précisément. À cet égard notre situation, autant qu'elle se signale par son danger, se signale par sa confusion. En général on accuse souvent pêle-mêle, comme les coupables de tous nos maux, la « science » et la « technique ». Le langage courant renonce presque toujours à distinguer ces deux entités. On les a même fondues en un terme hybride et terriblement significatif, la « technoscience ».

Il faut donc croire que la technique a largement absorbé la science, du moins dans notre imaginaire social. Mais qui sait si cette absorption même, et la confusion verbale qui en résulte, n'est pas ce qui nous empêche de trouver les armes nécessaires au combat humaniste, au combat de l'éthique ? Rétablir une distinction claire entre science et technique est non seulement légitime historiquement mais encore, je le crois, indispensable

stratégiquement, si nous voulons retrouver un espace pour la pensée éthique, retrouver ou plutôt resituer la possibilité d'infléchir, au nom des valeurs, l'évolution de notre société contemporaine.

*

Qu'est-ce donc que la science, et qu'est-ce que la technique ? Pour y voir clair, essayons de retourner aux sources. Comme vous le savez, « technique » vient du grec « technè », fabrication matérielle, tandis que « science » vient du latin « scientia », connaissance. Certes, l'usage et la maîtrise d'une technique impliquent certaines connaissances, et réciproquement la connaissance du monde matériel n'a pas attendu la fin du XXe siècle pour nécessiter l'usage de techniques. Dans la pratique, donc, et dès le départ, les deux mots sont difficiles à isoler complètement l'un de l'autre. Mais encore une fois, il n'est pas mauvais, pour y voir clair sur le terrain même de l'éthique, de poser à nouveau leur différence essentielle, qu'on pourrait caractériser par des mots fort simples, ceux par exemple que proposait naguère la philosophe Jeanne Hersch : la science est un savoir, la technique un pouvoir.

Par rapport à l'éthique, que signifie alors la science, en tant qu'elle est savoir ? Et que signifie la technique, en tant qu'elle est pouvoir ? Je voudrais, sous cet angle, les examiner l'une après l'autre.

Quant à la science, par quoi je voudrais commencer, elle n'a jamais, dans sa nature de savoir, été l'ennemie de l'éthique. On doit même dire haut et fort qu'elle a toujours participé du projet éthique de l'humanité. D'abord pour un motif tout simple, et qui saute aux yeux : la connaissance du monde et de soi-même, par l'homme et pour l'homme, peut être a priori considérée comme

un bien. Mais plus profondément, il faut souligner que la science institue un mode spécifique de connaissance humaine, un usage de la rationalité qui en fait l'auxiliaire directe de l'éthique, si j'ose ainsi m'exprimer.

Il est bon de nous attarder un instant sur ce point, car on a trop tendance à l'oublier, dans la confusion qui précisément règne aujourd'hui entre la science et ses applications ou ses moyens techniques. La science, c'est une connaissance qui, idéalement, nous libère des aliénations de l'esprit. L'astronomie a fait reculer l'astrologie, la chimie a fait reculer l'alchimie, les mathématiques la numérologie. Or toutes ces « parasciences », faut-il le rappeler, furent et restent des machines à exploiter la crédulité humaine, mais d'abord des manifestations de cette crédulité, qui nous fait les esclaves de spiritualités mécaniques et contraignantes. Connaître le monde par la science, ce fut découvrir qu'il n'était pas régi par des forces arbitraires, physico-morales, aux caprices desquels l'homme était irrévocablement soumis. En apprenant aux humains qu'ils n'étaient pas offerts en victimes impuissantes à une Nature douée d'intentions morales incompréhensibles, la science a élargi leur liberté.

Tout savoir véritablement scientifique est désaliénant, ne serait-ce que parce qu'il nous met en posture de prévoir. En dégagant les lois des phénomènes naturels, la science a augmenté notre faculté de prévision, et, partant, elle a désenglué le spirituel de la matière où la conception magique du monde pouvait encore le maintenir, en dépit même du christianisme — qui de son côté, en insistant sur la liberté de l'âme, avait rejeté la conception magique du sacré. Le message chrétien cependant n'avait pas toujours suffi : on sait que, par exemple, jusqu'à la Renaissance comprise, des papes consultaient les astrologues. Ce que le christianisme montrait à

l'âme (à savoir que le ciel matériel ne détient pas les clés de son destin), la science fut bienvenue pour le démontrer à l'esprit. Historiquement, la science a donc prolongé l'idée chrétienne de liberté, et rétréci le royaume de la fatalité.

Après avoir accompagné et déployé le message du christianisme, la science, plus tard, accompagna (parfois contre la religion) l'idée de laïcité et l'idée de démocratie. Mais il s'agissait toujours pour les humains de prendre progressivement le monde sous leur propre responsabilité. De même que la science permet à l'homme d'échapper à la domination de forces qu'il adorait dans les astres et les comètes, la laïcité comme la démocratie ont remis à sa décision des pouvoirs moraux ou politiques dont, auparavant, il concevait l'origine exclusivement hors de lui-même, et qu'il continuait de redouter comme des fatalités externes. Bref, tout au long de son histoire, la science a participé d'un mouvement général qui peut se résumer dans l'idée d'autonomie, par opposition à celle d'hétéronomie : dans la connaissance et par la connaissance, l'homme se veut et se sent responsable de ses propres pouvoirs physiques et moraux. En d'autres termes, il affirme sa liberté. Et c'est dans cet esprit qu'un philosophe comme Husserl a pu saluer dans l'entreprise scientifique le choix, par l'homme, de ce qu'il nommait l'auto-responsabilité.

Ainsi entendue, la science, ce savoir ordonné du monde, au service d'un libre sujet humain, est donc éminemment éthique. On pourrait encore ajouter — et c'est ce que fait aujourd'hui un autre philosophe, Jürgen Habermas — que la connaissance scientifique n'est pas seulement parallèle à l'essor de la liberté démocratique. Elle est elle-même démocratie. En effet, outre les valeurs de responsabilité et de liberté qu'elle requiert des individus, elle institue ou même institutionnalise, entre les hommes, une relation d'égalité fondamentale, parce qu'elle est

nécessairement dialogue. Un dialogue placé sous le signe d'une vérité qui reste toujours à conquérir ; d'une vérité que nul ne peut accaparer, mais que tous peuvent partager. La science dégage des lois de portée universelle, mais ces lois, n'étant plus imposées par une autorité sacrée, ne peuvent qu'être forgées aux feux convergents et parfois contradictoires de toutes les intelligences présentes et à venir. Le mouvement de « conjectures » et de « réfutations » qui fait la science (pour citer cette fois Karl Popper), ce geste intellectuel qui consiste à poser des hypothèses pour les soumettre ensuite à la communauté des esprits, et, idéalement, à toute la communauté humaine, cette attitude « dialogique » suppose une véritable éthique de la discussion, une approche commune et démocratique de la vérité. Ce n'est pas la moindre des vertus morales de l'attitude scientifique.

*

La science est morale, donc, et c'est avec raison qu'un Jacques Monod pouvait encore proposer, voilà vingt ans, que la société se règle sur ce qu'il appelait l'éthique de la science, alors qu'aujourd'hui nous avons plutôt l'impression que la science devrait de toute urgence se régler sur une éthique dont elle semble elle-même bien incapable de fournir les préceptes. En fait la science n'a jamais par elle-même édicté des principes moraux. Mais on l'a vu, elle met en oeuvre notre morale de sujets libres. Seulement voilà : la pratique scientifique se trouve coupée de l'idéal scientifique auquel songeait Monod, et dont je viens de rappeler les origines religieuses et morales. Pourquoi cette coupure ?

La réponse est connue : d'abord parce que « la » science s'est monnayée dans « les » sciences, c'est-à-dire dans des disciplines séparées et spécialisées, qui n'ont plus pour objet l'homme ou

l'univers comme tels, encore moins la liberté ou la désaliénation comme telles, mais des secteurs toujours plus étroits de la réalité matérielle. Et si la science est une entreprise éthique, les sciences, presque forcément, ne peuvent garder, dans leur pratique éclatée et quotidienne, cette conscience éthique d'elles-mêmes. On sait assez que ce phénomène d'éclatement et de spécialisation, qui réduit inexorablement, dirait-on, le nombre de savants humanistes, semble irréversible.

Cependant, et c'est une deuxième explication corrélative de la première, le sens profond de la science ne s'est pas seulement dissous dans la pratique des sciences ; mais il s'est aussi passé que les sciences, de plus en plus, ont vu s'accroître leur dépendance à la technique, pour devenir cette « technoscience » dont je parlais tout à l'heure, et sous le règne de laquelle aujourd'hui nous vivons. Nous y voilà. Maintenant que nous avons repris contact, si je puis dire, avec l'idéal libérateur et responsable de la science, c'est-à-dire du savoir, il faut en venir à cette autre dimension de notre réalité humaine, à l'univers de la technique, défini par Jeanne Hersch comme celui du pouvoir.

*

Voici d'abord un fait concret que je tire du journal Le Monde, en date du 17 janvier dernier. L'article auquel je me réfère raconte la toute récente « fabrication », par le CERN, de particules d'antimatière. Cette réussite, nous confie l'auteur de l'article, va peut-être permettre d'avancer dans notre connaissance des origines de l'univers, ou, tout au moins, de son histoire. Mais d'autre part, comme l'énergie dégagée par le choc entre matière et antimatière relèguerait la bombe atomique actuelle au rang de pétard pour enfant, les travaux du CERN, ajoute le même chroniqueur, intéressent vivement les militaires. Exemple éloquent, parmi bien d'autres, du fait que la science,

au sens noble, c'est-à-dire le savoir désintéressé, celui qui nous conduit aux marches de la métaphysique, et participe d'une aventure humaine qui est celle de la liberté par la connaissance, se trouve irrémédiablement mêlée à des considérations de force matérielle. La rationalité libératrice se voit contaminée par une autre rationalité beaucoup plus inquiétante.

Or cette rationalité qui se moque de toute considération éthique, ce pouvoir qui se jette sur toute occasion de s'auto-multiplier, c'est précisément la rationalité technique. La technique, écrivait Jeanne Hersch, c'est un pouvoir, c'est-à-dire l'ensemble des moyens que l'homme utilise pour augmenter sa prise sur le monde ; les instruments de sa démiurgie. On pourrait dire hélas, avec nombre de penseurs contemporains, que la technique est moins un pouvoir que le pouvoir. Et ce pouvoir, ou ce prolongement du désir de pouvoir, comme l'ont diagnostiqué, parmi bien d'autres, Jacques Ellul ou Hans Jonas, est l'exact contraire de l'éthique, l'anti-éthique par excellence. La technique, c'est le royaume de Faust, ou de Don Juan. C'est le royaume où tout ce qui est possible est permis, où tout ce qu'on pourra matériellement faire sera fait, sans aucune considération de valeur morale ou politique. La technique, c'est par exemple notre pouvoir de toucher au patrimoine génétique de l'embryon, et de ne s'interroger qu'après coup sur la légitimité d'un tel acte.

Cependant, n'est-il pas quand même excessif d'affirmer que la technique, c'est le pouvoir ? Les objets techniques, après tout, ne sont pas en eux-mêmes immoraux. Ni le levier qui soulève la pierre, ni l'accélérateur de particules, ni les instruments de la thérapie génique ni même la création d'antimatière, dont il est ici question, ne sont mauvais par définition. Sans doute. Mais voilà, ces moyens techniques sont toujours, petits ou grands, les moyens d'un pouvoir qui par essence est sa propre justification,

au mépris de toute considération de valeur. Les techniques sont assurément neutres, mais le pouvoir instrumentalisé dans la technique, manifesté par la technique, n'a rien de neutre moralement : il tend, au sens fort du terme, à objectiver le monde entier, y compris les hommes, jusqu'à les transformer en leurs propres esclaves. Contrairement à la volonté de connaissance, la volonté de puissance transforme en objet tout ce qu'elle touche.

Il est d'ailleurs significatif qu'on parle des « techniques » de domination d'un tyran, ou que l'on qualifie de « technique » cette rationalité anonyme, instrument de contrôle du monde et des hommes, qui pousse aujourd'hui ses tentacules dans l'administration, dans l'éducation, dans tous les rapports sociaux. Car il s'agit à chaque fois d'un pouvoir qui transforme en objets ses victimes. Le grand public s'effraie de la technique dans la science et par la science, parce que c'est au travers de ses objets mécanisés, robotisés ou informatisés que la technique produit ses effets les plus spectaculaires. Mais il ne faut pas s'y tromper. La technique, c'est d'abord un pouvoir objectivant, qui certes peut se renforcer et se multiplier grâce à la science — mais c'est alors qu'il fait de la science elle-même son moyen.

*

Résumons-nous : la science, univers du savoir comme tel, est un idéal éthiquement positif. C'est même une des plus belles applications de l'attitude éthique. La technique, elle, c'est l'objectivisation et l'instrumentalisation du monde sous le signe du pouvoir. On comprend, dans ces conditions, que la « technoscience », sous le régime de laquelle nous vivons, soit un étrange monstre, puisqu'elle est par définition le fruit d'une mésalliance entre deux attitudes opposées. On comprend que nous vivions sous le règne de la confusion des valeurs,

mélangeant le savoir et le pouvoir, le désir de se libérer et la passion de s'asservir.

Or — pour revenir à mon propos initial — n'est-il pas trop tard pour changer de cap, trop tard pour défaire cette mésalliance dont est issue la « technoscience » d'aujourd'hui ; trop tard pour restaurer la science contre la technique et le savoir contre le pouvoir ? Quand on constate l'étendue des dégâts, quand on voit l'emprise de l'univers technique sur tous les secteurs de la société, quand on contemple, stupéfait, cette machine anonyme qui contamine le social, le politique et même le religieux, quand on observe ce triomphe apparemment sans partage du « système technicien », comment ne pas baisser les bras ? En tout cas, la toute-présence de ce système donne une force terrible au discours des technocrates. Que leur répondre, quand ils vont répétant que c'est ainsi, qu'il faut en prendre son parti, que nul n'y peut plus rien, et que d'ailleurs nous finirons tous par en tirer profit ?

Oui, que faire ? Arrêter purement et simplement l'essor de la technique (au sens étroit du terme, celui d'une science appliquée) dont nous découvrons un peu tard qu'elle est aliénante ? C'est la réponse de certains écologistes « durs », mais nul ne doute qu'elle soit utopique, ou, disons, purement théorique. En outre et surtout, comme la technique ne peut se résumer à son sens étroit, comme elle ne règne pas seulement dans la science appliquée, mais aussi bien dans toute la société, au travers de la bureaucratie ou du système économique, quelle révolution, quelle destruction générale ne faudrait-il pas provoquer pour revenir à la pureté des origines ! Le supposé paradis d'avant la technique, on ne le retrouverait qu'après avoir traversé l'enfer.

Non, le millénarisme écologiste n'est pas la solution. Ce qu'il faut plutôt faire est beaucoup plus simple et moins destructeur.

C'est se réveiller du cauchemar qui nous fait croire que le règne de la technique, avec son pouvoir anonyme et sa rationalité sans sujet, serait un règne absolu. Car malgré sa puissance et son universalité, ce règne est relatif, et de surcroît, il ne doit pas nous impressionner outre mesure, parce que, contrairement aux apparences, il n'est pas nouveau. Certes spectaculaire dans notre société robotisée et informatisée, le phénomène d'une rationalité sans sujet, et qui semble s'engendrer elle-même, ne date pourtant pas d'aujourd'hui. Il est même vieux comme l'humanité.

Il exista toujours, dans toutes les sociétés, des phénomènes qui dépassèrent les intentions des individus ou même celles du groupe entier, et dont les hommes, ensuite, durent prendre acte, mais qu'ils purent modifier selon leurs volontés, personnelles ou collectives. Les structuralistes, et Lévi-Strauss en particulier, nous ont montré comment les relations de parenté, dans les sociétés les plus primitives, ou considérées comme telles, observent des lois d'une rigueur et d'une complexité souvent stupéfiantes, sans que la volonté des acteurs sociaux soit jamais intervenue pour édicter ces lois. La volonté vient après, qui ratifie, éventuellement modifie les lois en question.

Certes, les structures de parenté, dans les sociétés primitives, sont un donné social qui précède, si l'on ose dire, la naissance de la conscience, tandis que le développement autonome de la technique apparaît comme un processus qui nous suit et nous échappe, alors que nous l'avons nous-mêmes d'abord engagé ; c'est, croyons-nous, la machine de l'apprenti-sorcier, qui tourne toute seule et malgré nous, ses inventeurs. Mais cette impression, peut-être, nous trompe. Ce qu'en toute conscience nous avons voulu, c'est la science. La technique, elle, est peut-être par essence un processus d'avant la conscience. C'est

précisément, en nous, la prolifération cancéreuse d'un phénomène préconscient, le désir brut, impensé, du pouvoir pour le pouvoir.

Quoi qu'il en soit, l'essentiel est d'affirmer que les processus spontanés et indépendants des volontés humaines, qu'ils interviennent dans les sociétés primitives ou dans les sociétés développées, ne sont pas des processus qui échapperaient par nature et pour toujours aux prises de notre volonté. Les structures inconscientes qu'il découvre à l'oeuvre dans sa propre société, l'homme peut toujours les changer. Pour en donner un autre exemple, que je ne choisis pas au hasard, on sait qu'en économie capitaliste, ce qu'on appelle significativement les « lois » du marché obéissent à leur logique propre, que ne contrôle à proprement parler aucune volonté individuelle, et même aucune volonté politique. Mais cela ne veut pas dire que si cette logique produit des effets nuisibles, l'homme soit à tout jamais incapable de la contester.

Toute la question fut toujours, et reste encore de savoir ce que la volonté humaine peut faire pour corriger les ordres ou les désordres spontanés de la société. Répétons alors que les ordres ou les désordres spontanés d'aujourd'hui, ceux que nous devons à la technique, n'ont rien de tout-puissant ni de fatal, quels que soient leur raffinement ou leur complexité. C'est l'idéologie technocratique, elle d'abord, elle seule, qui affirme et adore leur toute-puissance. C'est le technocrate qui souhaite le triomphe sans partage des lois du développement technique et des lois du marché. Nous voilà revenus au capitalisme, dont la technique est précisément une sûre et nécessaire alliée. La fameuse théorie de la « main invisible », dans sa version technocratique, en témoigne : laissez faire l'ordre spontané des choses, et tout ira pour le mieux dans la meilleure des sociétés, ou plutôt le meilleur des marchés technicisés, pour le maximum de bien-

être et le maximum de profit.

Mais nous devenons à notre tour des victimes consentantes de l'idéologie technocratique si nous accordons, nous aussi, une importance et un poids décisif aux phénomènes auto-engendrés, pour y voir, cette fois, des épouvantails terrifiants ou des monstres invincibles ; si nous nous inclinons devant le triomphe prétendument définitif de l'inconscient social, sous les espèces de la technique et du marché modernes. C'est que nous croyons trop, à notre tour, à la « main invisible », qui simplement, à nos yeux, distribue les maux et les dangers plutôt que les richesses et les bienfaits. Nous sommes alors des technocrates qui s'ignorent. Nous tombons dans le complexe de l'apprenti-sorcier.

Répetons que la société humaine a toujours été le lieu de phénomènes autonomes, antérieurs ou extérieurs à notre volonté ; mais tout aussi bien, elle a toujours été et continue d'être le lieu même où l'homme et les hommes, par la pensée, par la parole, par la législation, par l'action politique, ont capacité de trier dans l'héritage de leur inconscient social.

Il n'est donc nullement trop tard, ici et maintenant, pour parler d'éthique. La question de la réappropriation, par le sujet, de ce qui s'est fait sans lui, reste à l'ordre du jour. Ni la décision, ni l'action morale et politique, philosophiquement parlant, ne nous sont impossibles aujourd'hui. Non seulement l'espace de l'éthique reste ouvert, mais j'ose prétendre (au contraire de ce qu'on entend souvent affirmer), que notre situation est à cet égard plus favorable que jadis.

Car aujourd'hui, le règne, dans nos sociétés, d'une rationalité sans sujet, est devenu beaucoup plus visible qu'autrefois. Il s'est littéralement incarné dans nos machines infernales ou nos marchés en folie, et leur réalité ne peut plus échapper à

personne. D'autre part, et nous l'avons noté, contrairement aux structures de parenté dans les sociétés primitives, ces phénomènes prétendument incontrôlables et fatals ne régissent pas un univers qui de toute manière et de part en part serait pré-rationnel. Ils parasitent la rationalité d'un sujet déjà constitué, celui d'une civilisation qui est celle du christianisme et des Lumières. Ils ne viennent donc pas avant la science et la conscience, mais après elle, comme des résurgences de l'univers mental préscientifique.

Avec le danger, disait Hölderlin, croît aussi ce qui sauve : le défi de la technique, au sens le plus large du terme, c'est-à-dire de la rationalité aveugle et sans sujet, est plus aigu que jamais. En même temps, il est plus que jamais présent à des sujets, à des consciences averties.

Que faire cependant ? Que faire dans la pratique ? Aujourd'hui que la science, royaume du sujet, a partie indissolublement liée à la technique, empire de l'objet, comment procéder ? Quelle action entreprendre ? Qui, par exemple, et pour redescendre aux problèmes concrets, pourra jamais décider d'interrompre les recherches « technoscientifiques » sur l'antimatière, pour éviter que l'homme en vienne à s'objectiver jusqu'à la mort collective ? Qui pourra jamais décider d'interrompre la cartographie du génome humain, actuellement entreprise, pour éviter la menace, désormais décuplée, de folie eugéniste (une autre version de la transformation de l'homme en objet) ? La recherche technoscientifique est aujourd'hui planifiée par les États, mondialisée. Lorsqu'en France le comité d'éthique proposa de suspendre telle expérience médicale nouvelle et douteuse, il se fit répondre que ces beaux états d'âme permettraient simplement à la concurrence étrangère de placer ses pions. Renoncer à la thérapie génique ou à la fabrication d'antimatière, même si nous savons que c'est philosophiquement en notre

pouvoir, c'est un casse-tête à l'image du désarmement mondial : qui va commencer ?

A toutes ces questions-là, et singulièrement à la dernière, vous vous doutez bien que je n'ai pas de réponse toute prête. Mais il n'est pas inutile, je crois, d'avoir au moins pris conscience que dans notre « technoscience » se sont mêlés, très exactement, le bon grain du savoir libérateur et l'ivraie du pouvoir anonyme, objectivant, donc ennemi du sujet humain. Cette conscience ne permet certes pas à elle seule de résoudre tous les problèmes pratiques qui se posent à notre société. Je reste ici dans la théorie, et la pratique est mêlée. Mais si nous ne possédions aucun critère théorique pour la démêler, aucun repère philosophique, il est en tout cas certain que nous ne démêlerions jamais rien du tout, et que nous en resterions à ce fatalisme technocratique dont j'ai tenté de dénoncer le caractère aussi erroné qu'intéressé.

J'ai proposé, en guise de critère, de distinguer le plus clairement possible deux rationalités. D'une part la rationalité inconsciente, liée au désir de pouvoir, la rationalité sans sujet, et qui dissout le sujet dans les forces qu'il prétend domestiquer. Et d'autre part la rationalité qui exprime le sujet et ses valeurs ; cette rationalité-là est volonté de liberté et de responsabilité. Voilà me semble-t-il un critère qui permet, en dépit de la complexité pratique des choses, de démêler un peu l'indémêlable. C'est en tout cas ce critère qui nous conduira — qui peut nous conduire, dans des cas précis et brûlants — à renoncer à un pouvoir issu de notre savoir, lorsque nous sentons que ce pouvoir va se retourner contre l'homme et ses valeurs, et finalement contre le savoir lui-même. Le vrai savoir saura renoncer à des pouvoirs qui vont le rendre vain, quand bien même ils établiraient non l'enfer mais le paradis sur terre. Renoncer à user, à des fins de pouvoir, d'un savoir qu'on

détient, telle sera sans doute, à l'avenir, la plus haute preuve de notre humanité. Ce sera particulièrement vrai dans le domaine de la génétique et de la médecine.

Pour arriver à cette renonciation, il faut vivre, en nous, avec l'idéal d'un savoir libérateur, cette instance dont j'ai déjà souvent parlé lorsque j'évoquais la liberté ou l'autonomie, et qui se nomme le vouloir. Au niveau personnel, le vouloir nous permet toujours de dire oui ou non à ce que la société nous propose. Au niveau collectif, il devra nous conduire à des actes législatifs, qui légalisent ou interdisent telle ou telle pratique médicale ou biologique. Plus largement encore, il devra entraîner les États à prendre des décisions politiques, telles des moratoires ou des interdictions de portée mondiale, comme il en existe pour l'usage des armes bactériologiques ou des gaz de combat. Au sein même de notre univers technique, il reste une place, et même la première, pour des décisions proprement politiques, issues d'un vouloir orienté par des valeurs, au premier chef la liberté.

Je notais en commençant que non seulement la politique ne semblait pas pouvoir arrêter la technique, mais encore que la politique elle-même s'était technicisée ; les décisions qu'étaient censés prendre les sujets humains étant transformées en questionnaires à choix multiples auxquels on prétend faire répondre des machines à la recherche de la solution optimale. Mais la solution optimale, pour une société, n'est justement pas celle que peuvent envisager des machines. Elle n'est pas affaire d'évaluation quantitative. La haute politique s'entoure, paraît-il, de simulateurs de décision. Le mot est juste : car les machines peuvent simuler des décisions. Mais l'homme seul peut les prendre.

Nos sociétés, si complexes et si autonomes soient-elles en

leur fonctionnement, ne sont pas soustraites à la volonté des hommes, qui, aujourd'hui plus que jamais, sont requis de choisir pour eux-mêmes, ou la liberté, ou la servitude. Certes, tout n'est pas soumis à notre volonté humaine. Raymond Aron écrivait à ce propos : « Ce sont les hommes qui font l'histoire mais ils ne savent pas l'histoire qu'ils font ». Autrement dit : les volontés individuelles ne peuvent maîtriser tout le réel social, et la rationalité à l'oeuvre dans l'histoire est, dans une mesure irréductible, une rationalité sans sujet. Mais le même Raymond Aron soulignait d'autre part que l'histoire est sensée dès lors et pour autant que des hommes veulent lui donner du sens. Et je crois qu'il eût été le premier à m'approuver si je m'étais permis d'inverser sa formule, pour rendre justice au rôle, dans l'histoire et la société, de la volonté humaine et des valeurs éthiques. Bref, je suis sûr qu'il ne m'aurait pas interdit de lui répondre : les hommes ne savent pas l'histoire qu'ils font, mais ce sont les hommes qui font l'histoire.

*